



500 milliards d'euros ; comment Macron gonfle les chiffres

Mémo COVID N°19

Mémo COVID N°19

« Nous avons mobilisé 500 milliards d'€ pour notre économie », expliquait le 14 juin Emmanuel macron ; le chiffre donne le tournis et suggère un effort budgétaire massif. Problème ? Il ne correspond pas à la réalité de ce qui a été effectivement mis sur la table par le gouvernement. L'astuce du Président est de mélanger choux et carottes. Explications.

A quoi correspond ce chiffre de 500 milliards ?

Pour arriver à ce chiffre il faut additionner :

- Le dispositif d'activité partielle (31 milliards €) ;
- Fonds de solidarité pour les petites entreprises (8 milliards €) ;
- Les prêts garantis par l'Etat aux entreprises (315 milliards €)
- Des avances (remboursables) aux collectivités territoriales (4.5 milliards €) ;
- Des reports ou exonérations de contributions fiscales et sociales (77 milliards €) ;
- Des dépenses visant certains secteurs spécifiques comme l'auto ou l'aviation (10 milliards €).

Au total, un peu plus de 450 milliards d'€. Ces chiffres sont provisoires, mais donnent un ordre de grandeur qui s'approche des 500 milliards annoncés par le président. Mais ce chiffre est évidemment trompeur.

En réalité, l'Etat a réellement dépensé 10 fois moins !

La ruse est de mettre sur le même plan des prêts garantis, des reports de cotisations et de la dépense directe. C'est aisé à comprendre.

- *Donner* 10 euros à Paul améliore ses revenus et correspond bien à une *dépense réelle* de 10 €.
- *Prêter* 10 € à Jacques améliore sa situation financière à court terme mais cet argent doit être remboursé ! Ce n'est donc pas une *dépense réelle* de 10€.

Il ne s'agit pas de dire que ces prêts garantis ne sont pas utiles pour assurer la liquidité des entreprises, au contraire. Mais il ne s'agit tout simplement pas de dépense budgétaire et il est donc mensonger de dire que l'Etat a *dépensé* 500 milliards d'euros.

Quand on regarde les dépenses réelles des projets de loi de finance rectificatifs, c'est-à-dire essentiellement l'activité partielle (31 Mds €), le fonds de solidarité (8 Mds €), les aides sectorielles (10 mds€) et les aides aux collectivités (4.5 mMds€) on arrive à un tout autre chiffre : **50 milliards d'euros**. La réalité des chiffres donne donc une autre image du « plan de relance massif » ; montant faible, sans vision stratégique notamment du point de vue industriel et environnemental. L'essentiel de la dépense publique pendant le COVID correspond en fait aux dispositifs d'activité partielle.

Annexe : à propos des aides sectorielles

Un article d'alternatives économiques¹ relate le même type de confusion pour les aides aux secteurs considérés comme les plus en difficulté (essentiellement : tourisme, automobile et aéronautique). Là encore, la présidence annonce une somme importante : 45 milliards d'euros (18 pour le tourisme, 15 pour l'aéronautique et 8 pour l'automobile). D'où vient la différence entre ces 45 et les 10 milliards réellement dépensés ?

Antoine de Ravignan rappelle que dans le dernier PLFR² ces plans correspondent d'abord à une hausse des dépenses d'activité partielle, à des exonérations de cotisations compensées par l'Etat, et là encore, des prêts garantis par l'Etat.

Que reste-t-il en lignes budgétaires réellement nouvelles une fois que l'on retranche les dépenses ci-dessus ? 800 millions de crédits budgétaires pour la filière automobile et 500 millions pour l'aéronautique (Source : PLFR 3/ Alternatives Economiques). On est loin, très loin des chiffres clinquants du gouvernement...

Montreuil, le 15/06/2020

¹ <https://www.alternatives-economiques.fr/budget-rectificatif-2020-500-milliards-magicien-macron/00093042>

² Projet de loi de finance rectificative